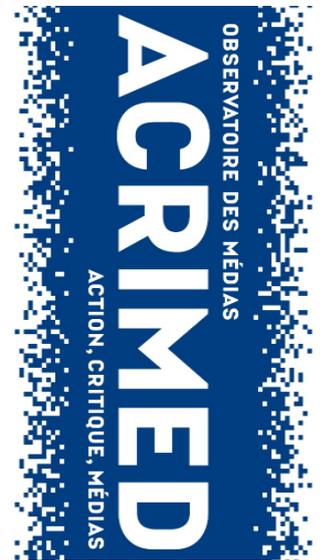


RETRAITES : DES MÉDIAS JUSQU'AU-BOUTISTES !



« Les cheminots et les agents de la RATP rançonnent la France pour la pressurer davantage » s'alarmait Franz-Olivier Giesbert le 4 décembre... 1995. 24 ans plus tard, l'orthodoxie médiatique n'a pas bougé d'un iota. Les contre-réformes menées depuis ont été autant d'occasions, pour les tenants du système médiatique, d'affûter leurs harangues sur tous les tons, et tous les canaux à leur disposition.

Ainsi le maître à tancer Giesbert bénéficie-t-il auprès des chaînes d'info d'un droit d'asile quasi permanent en plus de sévir dans les colonnes du *Point*, qui amasse chaque année des centaines de milliers d'euros d'aides de l'État alors que son propriétaire, François Pinault, est multimilliardaire. Un parasitage de l'argent public qui n'empêche pas l'hebdomadaire d'étriller une France « devenue folle » à cause de son « abracadabrant modèle social » (12 déc.) et de brocarder Philippe Martinez en Une (16 janv.).

Mais *Le Point* n'est pas isolé : éditorialistes, rédacteurs en chef et autres éminences médiatiques s'engagent à corps perdu pour défendre « la mère de toutes les réformes ». (Élie Cohen, 29 nov.)

Le (maigre) périmètre du débat est balisé : cette réforme est inéluctable, si ce n'est excellente ; les « galères » d'usagers écrasent la couverture des grèves, en particulier dans les JT devenus, au choix, succursales de Bison futé, ou cellules de crise pour entreprises en péril ; les violences médiatiques se multiplient à l'encontre des grévistes en général, et de la CGT en particulier ; la grande presse veille au bon déroulé du « dialogue social », et prodigue au prince divers conseils pour que cessent les « blocages ». Pendant ce temps, tous ont les yeux rivés sur les sondages et « l'essoufflement » tant attendu.

Quitte à manipuler ? Le 19 janvier, BFM-TV diffuse un sondage de l'IFOP et annonce que « 49% des Français sont opposés » au mouvement social. L'étude en question, faite pour le JDD, conclut pourtant qu'ils ne sont en réalité que 33%. Auxquels BFM-TV a ajouté la catégorie des « indifférents »... pour gonfler le chiffre.

Mais qu'importe si les oracles de comptoir sont contredits d'une heure sur l'autre : proportionnelle au niveau d'indigence, l'immunité journalistique permet à la fleur de l'éditocratie de se maintenir en poste. Le règne de l'opinion hors-sol va bon train dans cet univers orwellien, autorisant chaque jour la libre-circulation des mantras les plus mensongers au mépris de toute contradiction sérieuse.

Obsédé par la « sortie de crise », ce journalisme de commentaire balise les termes du conflit, agitant certains enjeux comme le retrait de l'âge pivot, dont dépendrait le « dénouement » final. Calqués sur l'agenda gouvernemental, ces choix éditoriaux dénotent un suivisme zélé de la part des grands médias.

Mais ils constituent surtout des déformations en chaîne des réalités sociales : les médias sont plus occupés à faire rentrer la mobilisation dans des cases pré-établies qu'à la donner à voir dans sa diversité. Ainsi la vie des grévistes et les multiples actions – rivalisant de créativité – qu'ils entreprennent échappent-elles presque intégralement aux radars médiatiques, qui encadrent la contestation légitime et bienséante.

Bref : cette séquence révèle une nouvelle fois le rôle politique des grands médias en temps de crise. Par leurs partis pris systématiques et leur traitement amputé de l'information, ils se font promoteurs de la démobilisation sociale et gardiens de l'ordre dominant. Et posent, à ce titre, un problème démocratique majeur.



MOBILISATION DES ENSEIGNANTS : SILENCE DANS LES JT !

Les baromètres ne cessent de pointer, chaque année, la « défiance » croissante de la population vis-à-vis des médias dominants. Comment s'en étonner face à l'accueil réservé aux grévistes, invectivés, moqués ou chahutés en plateau ? Comment s'en étonner face à la déférence avec laquelle ministres et secrétaires d'État sont reçus chaque jour sur des chaînes de télé ou de radio devenues, pour bon nombre d'entre elles, des canaux de diffusion massive d'éléments de langage gouvernementaux ?

Parce que les directions des médias privilégient les « têtes d'affiche » et les éditorialistes « toutologues » au détriment de journalistes spécialisés, les interviews contribuent, bien souvent, à l'appauvrissement du débat public qu'elles sont censées enrichir.

Dernier exemple en date : la mobilisation des enseignants contre le « BAC Blanquer ». Au soir du 20 janvier, ces derniers témoignent des mauvaises conditions dans lesquelles se déroulent les épreuves. Parallèlement, ils organisent aux côtés d'élèves et de parents d'élèves, des manifestations, distributions de tracts, blocages, actions symboliques, etc. Des informations qui n'ont visiblement pas réussi à se frayer un chemin jusque dans les rédactions des deux principaux JT du pays.

Commençons par TF1 : ce sera court puisqu'inexistant. Les 20h des 20 et 21 janvier n'ont pas soufflé mot de cette mobilisation ni des perturbations d'épreuves ! Au 20h de France 2, on compte une brève de 23 sec. le 20 janvier, et un sujet de 2 min 14 le lendemain.

Le 20, Anne-Sophie Lapix annonce que les épreuves « ont été perturbées dans une quarantaine d'établissements et même reportées dans 10. » Aucun témoignage d'enseignant, aucun micro tendu aux syndicalistes. Un service minimum qui ne se cache en rien, ou presque : les chiffres avancés proviennent tout droit des communiqués du ministère, mais la présentatrice « oublie » de le préciser.



Pourtant, et afin de garantir un semblant d'objectivité, il ne semblait pas insurmontable de citer l'existence d'un décompte syndical, ce que fit l'AFP dans une dépêche précédant la diffusion du JT : « Selon un premier décompte du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire, "40% des établissements qui passaient les épreuves ont été concernés par des grèves, des manifestations ou encore des actions symboliques" ». Et la rédaction ne se rattrape pas le

21 janvier. Pire : sans piper mot des mobilisations qui se sont poursuivies dans la journée, France 2 axe son seul et unique sujet sur... les sanctions infligées aux professeurs mobilisés contre le BAC en juillet 2019 !

Assumant le travail de mise en perspective dont devraient se charger les grands médias, un collectif d'enseignants met à jour une carte interactive (« Lycées mobilisés contre les E3C ») pour mesurer l'ampleur du mouvement. Bienvenu, ce travail journalistique permet également de pallier les dénis de Jean-Michel Blanquer, atteignant des proportions himalayennes, facilités par une partie des médias qui, pourtant, ne manquent pas de ressources pour porter la contradiction...

MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

RÉFORME DES RETRAITES VIOLENCES MÉDIATIQUES



EXCLU : LA UNE DU PROCHAIN MÉDIACRITIQUES !

À l'occasion de sa parution début février, nous vous donnons rendez-vous
dimanche 9 février à 17h au Lieu-Dit (6, rue Sorbier, Paris 20e)
pour une rencontre autour du thème
« Médias et réforme des retraites »

Pour recevoir ce numéro et les suivants, abonnez-vous !
Tarif : 20 euros (abonnement d'1 an soit 4 numéros)

Nom et prénom :

Adresse :

Courriel :

Bulletin à renvoyer, accompagné d'un chèque
à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante :
Acrimed - 39, rue du Faubourg-Saint-Martin - 75010 Paris
Tél : 09 52 86 52 91 · Courriel : info@acrimed.org